



MAIRIE de LAVAU

**Bernard CARAYON**  
Maire de Lavaur  
Conseiller régional  
d'Occitanie  
Ancien député

Lavaur, le 16 juillet 2018

**Lettre ouverte  
aux élus locaux du Tarn**

N.Réf : Cab-BC/BB 1807-099

Mes chers collègues,

« En 2017, avec l'élection d'Emmanuel Macron, l'immense majorité des élus locaux, toutes tendances politiques confondues, attendait avec bienveillance l'avènement d'une nouvelle relation entre l'État et les collectivités », rappellent MM. Dominique Bussereau, Hervé Morin et François Baroin dans une tribune au Figaro, le 3 juillet dernier. « Aujourd'hui, cet espoir est déçu et nous n'avons plus confiance », ajoutent les représentants des élus des départements, des régions et des communes de France, qui ont tous annoncé leur boycott de la conférence nationale des territoires le 12 juillet.

« Je pensais qu'Emmanuel Macron était prêt à écouter, mais il n'écoute rien, vous pouvez faire toutes les propositions du monde, ça ne l'intéresse pas », expose M. Xavier Bertrand dans le même quotidien. Le président de la région des Hauts-de-France, qui ne peut être taxé de sectarisme, pointe le danger d'un « pays gouverné à deux », par le couple président-secrétaire général de l'Élysée, où seuls les « premiers de cordée » seraient les bénéficiaires de la politique gouvernementale.

Dès la mi-mars, Dominique de Villepin, invité du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro », mettait en garde le chef de l'État contre le risque de « travailler avec une toute petite équipe. Le risque est de devenir solitaire, arrogant et coupé d'un certain nombre de réalités », expliquait-il.

« C'est le problème d'une monarchie qui, en fait, n'a plus de moyens, et ce qui me dérange, c'est que les quelques moyens qu'elle a, elle a décidé d'arbitrer pour permettre à ceux qui courent le plus vite de courir de plus en plus vite », jugeait encore l'ancien maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, traité par le mépris par le Président de la République lorsqu'il lui remet son plan sur les banlieues.

.../...

**Le divorce entre le Président et les élus locaux est désormais consommé. C'était inévitable.**

**Le Président de la République ne connaît pas notre monde, notre vie sur le terrain au service des gens, de nos terroirs et de nos villes.**

Ce n'est pas un hasard : l'Inspection des Finances après l'ENA, une carrière de banquier d'affaires chez Rothschild, n'est pas Georges Pompidou qui veut.

Méfiant, pour ne pas dire plus à l'égard des élus dont il doute des capacités à répondre aux enjeux de leurs territoires, Emmanuel Macron a entrepris un mouvement brutal de **recentralisation** et de **gel des dotations de l'Etat**, accentuant la fracture entre les métropoles et les territoires ruraux : déjà, 22 000 communes sur 36 000 ont subi la diminution des contributions de l'Etat qui s'ajoutent aux menaces pesant sur les petites lignes ferroviaires et nos écoles, la déresponsabilisation de nos collectivités par la suppression de la taxe d'habitation.

Dans deux ans, les conseils municipaux seront renouvelés. Le parti du Président, LREM, s'efforce, ici comme partout en France, de peser sur les exécutifs locaux en les menaçant de constituer des listes, s'ils ne s'ouvraient pas à des candidats issus de ses rangs.

Ne vous y trompez pas : que vous soyez de droite, de gauche ou d'ailleurs, **les électeurs vous jugeront à votre bilan d'élu de terrain**. Alors que l'image des députés et des sénateurs continue de s'effondrer (23 % d'opinions positives), celle des maires continue de s'améliorer (68 %) – ce n'est pas un hasard - le bien que nous faisons se voit.

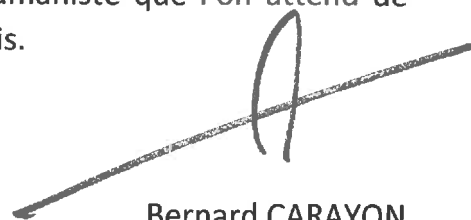
**Contre la « loi des plus forts »** - celle qui impose par l'augmentation de la CSG et la réforme de l'ISF, le déremboursement des thérapeutiques contre la maladie d'Alzheimer, la réforme menaçante des pensions de réversion, l'augmentation du prix du gaz et du fuel, la pression sur nos dépenses d'investissement qui nous conduit à différer des projets utiles à nos communes, la limitation à 80 km/h sur nos routes, **nous devons être unis et confiants dans notre force : celle d'élus enracinés dans la réalité**, résistants aux décisions venues de Paris quand elles sont sans égards pour la vie des français les plus modestes.

L'autoritarisme n'est pas l'autorité : c'est l'inverse, une preuve de faiblesse.

La communication à outrance n'est pas l'information démocratique : c'est de la propagande.

Le mépris à l'égard de « ceux qui ne sont rien », des ouvrières bretonnes « illettrées » de GAD, des « alcooliques » du Nord, n'est pas la conduite humaniste que l'on attend de celui qui doit représenter, et donc rassembler tous les français.

Je vous assure de mes meilleurs sentiments.



Bernard CARAYON